Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 28 (1970)

Heft: 3

Artikel: Productivité et élevage

Autor: Ferrando, R. / Schaller, F.

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-136627

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 10.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Productivité et élevage

Professeur R. Ferrando
professeur à l'Ecole nationale vétérinaire,
Alfort, France

Professeur F. Schaller
professeur aux Universités de Berne et de Lausanne

Au moment où l'on parle beaucoup de l'industrialisation de l'élevage, il peut être utile à celui qui bénéficie d'une certaine expérience théorique et pratique en cette matière de s'associer à un économiste dans le dessein d'approfondir certains aspects du sujet et de fixer en commun les limites d'un tel processus d'industrialisation.

Remarquons d'emblée que nous vivons une époque où le rappel de vérités aussi fondamentales qu'élémentaires n'est pas absolument superflu. Nous situant trop souvent en marge des réalités, envahis de complexes moraux et politiques, nous n'avons pas toujours le courage de nos opinions. Appeler les choses par leur nom devient gênant pour une catégorie d'hommes qui, dominés par le conformisme, n'en ont pas moins la prétention d'étonner par l'audace de leur progressisme verbal. Les milieux proches de l'élevage, et plus généralement de l'agriculture, n'échappent pas toujours à cette mode. D'un côté, on s'y heurte à une effroyable routine; de l'autre, on use et on abuse d'idées originales, parfois même brillantes, mais engendrées par des esprits peu soucieux des réalités de la vie économique. Rares sont ceux, par exemple, qui paraissent se souvenir encore que le profit demeure le seul critère permettant de juger la valeur d'une entreprise quelle qu'elle soit, industrielle, agricole ou commerciale. On l'a dit, puis on l'a oublié; il faut le redire, au risque de l'oublier à nouveau. Le snobisme de l'anti ou du non profit fait d'innombrables victimes dans nos pays entre autres. C'est cependant un Français, Molière, qui faisait dire à l'un des personnages des *Femmes savantes :*

« Je vis de bonne soupe et non de beau langage ».

Pourtant, aujourd'hui, certains technocrates englués dans la théorie, soucieux avant tout de faire carrière et de s'éviter tout désagrément, sécrètent l'inapplicable comme le serpent son venin, naturellement, sans s'en douter. On enseigne à grands frais l'art de produire des excédents, sans jamais raisonner et penser Economie et Marché.

Appliquée à l'élevage, la fameuse théorie de la productivité aboutit à des non-sens plus sûrement et plus souvent encore qu'en d'autres secteurs. Si, dans l'industrie, cette théorie est déjà une source de confusion; si l'on souhaite accroître la productivité

sans se soucier des conséquences susceptibles d'en résulter; si, enfin, on la considère comme un but en soi, ses méfaits, dans le domaine de l'élevage, seront particulièrement redoutables. Nous serons — et nous sommes déjà — trompés par une notion qui débouche directement sur l'accumulation des excédents, et renforce encore l'intensité du cycle infernal que nous avons dénoncé ailleurs: Subventions — Surproductions — Subventions.

Encore convient-il, d'abord, de rappeler en quoi consiste la théorie de la productivité. La tâche est aisée. Il suffit de recourir à l'abondante littérature publiée sur le sujet par l'OECE, puis l'OCDE, et par MM. Jean Fourastié, Jean Dayre et A.-L.-A. Vincent notamment. La première partie de cet exposé sera donc consacrée à ce rappel.

Un adepte de la productivité a dit quelque part qu'elle était l'harmonie des complexes. Belle, mais dangereuse formule. Il ne paraît donc pas superflu de souligner ici à partir de quel ensemble de complexes se pose le problème de l'élevage. Ce sera la deuxième partie de notre propos.

Sur la base de ces éléments, nous pourrons alors juger de l'intérêt que présente la théorie de la productivité dans le secteur de l'élevage, nous pencher sur sa valeur, apprécier les résultats qu'elle permet d'escompter. A cette recherche sera consacrée la troisième partie de ce texte.

Il ne nous restera plus alors qu'à tirer les conclusions qui s'imposent.

* * *

Selon l'OCDE, « la productivité est le rapport entre une production déterminée et l'un, ou l'ensemble des moyens mis en œuvre pour l'obtenir ». Une telle définition a le mérite de la clarté et de la précision. Elle a aussi celui de rallier la quasi-unanimité des auteurs. En fait, cette définition est admise de chacun.

Nous sommes donc en présence d'un rapport entre deux quantités, ou deux valeurs. Le numérateur de la fraction est constitué par la production. Le dénominateur se compose soit de l'un des facteurs utilisé pour obtenir cette production (et c'est alors la productivité de ce facteur qui est recherchée), soit de plusieurs parmi les facteurs consommés dans l'acte de production, soit enfin de l'ensemble de ces facteurs. Les avis des spécialistes divergent beaucoup sur la question de savoir laquelle des trois solutions est préférable. Les opinions sont plus tranchées encore et souvent irréductiblement opposées, au sujet de l'unité de mesure à laquelle il convient d'avoir recours. Allons-nous estimer la production en quantités ou en valeur ? L'homogénéité de la production permettra-t-elle l'addition des quantités produites ? On ne saurait sommer des kilos de viandes très différentes les unes des autres. Si nous préférons recourir à la valeur, l'unité monétaire choisie est-elle une unité de mesure assez stable pour permettre les comparaisons dans le temps ? Il est bien permis d'en douter beaucoup aujourd'hui, et quelle que soit la monnaie à laquelle on se référera. Ces difficultés à la fois théoriques et pratiques animent les controverses des partisans

de la productivité depuis la fin de la dernière guerre, sans qu'il ait été possible jusqu'ici de les surmonter. Les réserves à l'égard de la théorie de la productivité ont cependant une autre origine et sont d'une portée plus générale. Cette notion, si claire en apparence, est en vérité redoutablement équivoque. On fera peut-être œuvre utile de le rappeler.

Prenons l'exemple le plus simple qui soit, où le calcul de productivité ne devrait se heurter à aucune difficulté théorique ni pratique. Calculons la productivité dans le cas de la production laitière.

Il s'agit donc d'un rapport entre la production obtenue et tel facteur de production dont nous nous efforçons de calculer la productivité. En l'occurrence, nous retiendrons un nombre de litres de lait obtenus de tel animal, durant une période à déterminer. On dira que la productivité de telle vache est supérieure à celle de telle autre si la quantité de lait produit est plus élevée dans le premier cas que dans l'autre. Une telle indication n'a cependant qu'une bien faible valeur et aucun éleveur conscient ne se laissera prendre à ce piège. En effet, nul ne saurait comparer utilement des éléments qui ne sont pas comparables.

Une seule lactation ou deux ne signifient absolument rien. Quel est le nombre idéal de lactations ? Comment adapter ce nombre à la diversité des circonstances d'exploitation ? La réussite purement zootechnique ne se juge jamais à court terme. L'élevage n'est pas l'expérimentation et l'élevage est formé d'une infinité de paramètres, y compris l'habileté de l'éleveur.

Il faudrait également s'assurer que le lait de chacun des deux animaux est toujours de composition absolument identique. Certes, en ce qui concerne la matière grasse, des calculs permettent d'y parvenir; mais il n'y a pas que la matière grasse, Dans le seul domaine des qualités hygiéniques il y aurait beaucoup à dire. D'ailleurs on veut tantôt payer le lait à la matière grasse, tantôt selon sa qualité. Si tel n'est pas le cas, comment s'y prendra-t-on pour réduire à un commun dénominateur des produits différents ? On pourrait aussi bien se baser sur un très grand nombre de sujets, mais alors la somme des multiples variations des conditions de production n'arrive pas à masquer l'hétérogénéité de ces conditions.

On sait de tout temps que la seule solution possible est le recours à la valeur. Encore faut-il que celle-ci puisse se dégager. Il faut donc estimer les deux produits au *prix de marché* qu'il faut bien se garder de confondre avec le *prix politique*. Dès l'instant où un régime de prix imposés, de subventions, éventuellement de taxes, s'oppose à la vérité des prix résultant de la libre confrontation des offres et des demandes, le prix n'est plus l'expression de la valeur. Il ne traduit plus une réalité économique. Il est un fait institutionnel qui témoigne de la volonté de l'Etat de faire supporter, selon le cas, à l'ensemble des contribuables une partie du coût réel du produit (subventions), ou d'obliger le consommateur ou le producteur à payer ou à vendre le bien à un prix supérieur à sa valeur (taxes, ou prix imposés). Dans le domaine de l'élevage, et plus généralement en agriculture, les prix politiques sont nombreux, comme chacun sait. Seule, la comparaison de produits absolument identiques sera donc possible.

Ensuite, on choisit d'ordinaire, dans notre exemple, l'animal lui-même comme unité de facteur de production. C'est sa productivité que l'on prétend dégager, afin de la comparer à celle d'une autre vache. Une fois encore, de quelle utilité pratique ou théorique peut être semblable comparaison, si l'on feint d'ignorer le grand nombre de facteurs extérieurs d'une importance économique décisive, qui déterminent la production laitière ? Pour qu'une comparaison aussi simple ait un sens quelconque, il faudrait préalablement s'assurer que les prés sur lesquels les deux animaux sont élevés présentent exactement les mêmes caractéristiques, et qu'ils ont donc la même valeur; qu'aucun fourrage supplémentaire ni de qualité différente n'est distribué à l'une des bêtes plutôt qu'à l'autre; que chacun des deux sujets a exigé le même travail, et donc le même coût, pour être amené à l'âge de la production et que les deux y sont parvenus au même moment de leur existence; que les soins qu'ils exigent pour fournir une telle production sont identiques; que les installations créées pour eux ont même valeur, et même degré d'usure; que la durée utile de leur production laitière est la même, ainsi que la valeur de sous-produit que présentent ces animaux au terme de leur production laitière. Alors, mais alors seulement, la comparaison de leur productivité respective aurait un sens. Encore ne serait-ce pas celui que les spécialistes prêtent à la productivité, mais plutôt la signification que les comptables attribuent à un compte d'exploitation.

On s'aperçoit ainsi qu'un indice de productivité ne présente généralement d'intérêt que dans la mesure où le calcul retient l'ensemble des facteurs, proches ou lointains, entrant en ligne de compte pour l'obtention de la production considérée. Quelques adeptes de la théorie de la productivité l'ont admis. Ils proposent alors d'orienter les recherches vers la productivité globale des facteurs. Malheureusement, nous nous engageons là dans une impasse. Il est facile d'en comprendre la raison.

L'addition du grand nombre de coûts qu'entraîne une production laitière (intérêts de l'investissement, amortissements, risques d'obsolescence, fournitures, frais variés d'exploitation, d'interférences entre ces frais, travail surtout, sans parler des dépenses occasionnées sur un plan global par l'infrastructure que nécessite la sélection, etc.) exige la réduction au commun dénominateur de la valeur. Cette addition ne nous fournit pas autre chose que le coût global ou le prix de revient. La formule de productivité globale nous permet donc d'obtenir le quotient d'une production par son coût. Si la production est calculée en quantité (nombre de litres de lait), la « productivité » est égale à ... l'inverse du prix de revient. On voit mal l'utilité d'un tel indice. Si le prix de revient d'un litre de lait est finalement de Fr. 0,40, l'indice de productivité sera de 2,5 alors qu'il sera de 2 si le prix de revient est de Fr. 0,50. Alors pourquoi recourir à la notion de productivité au lieu de comparer les coûts ?

En revanche, si la productivité est calculée en valeur — ce qui sera inévitable, rappelons-le, dans le cas où la production considérée n'est pas absolument homogène — la signification de l'indice est différente. C'est, en vérité, en face d'un curieux indice de rentabilité que nous nous trouverons. Un quotient égal à 1 indiquerait simplement que la valeur de la production (numérateur de la fraction) est égale au coût de l'en-

semble des facteurs nécessaires (dénominateur) pour obtenir cette production. Un quotient supérieur à l'unité traduira un profit d'exploitation, et une perte dans le cas contraire. Or, jamais le taux de profit (ou la perte) d'une entreprise industrielle, agricole ou commerciale n'est exprimé de cette façon, c'est-à-dire en divisant la valeur de la production par son coût global.

En se fondant sur ce que nous avons développé jusqu'ici, il apparaît que la formule de productivité est dépourvue de signification économique lorsqu'elle se réfère à l'un seulement, ou à plusieurs facteurs de la production sans les retenir tous. La raison en est simple: il est toujours possible d'accroître le volume de production par le recours intensif à l'un des facteurs qui, précisément, n'a pas été retenu dans la formule. La productivité d'une vache laitière peut augmenter si son alimentation est favorablement modifiée. Le calcul de productivité devra donc retenir, parmi ses éléments, le coût de l'alimentation de l'animal. Pour la même raison, ce calcul doit tenir compte de *tous* les coûts qui concourent à l'obtention de cette production. Dans ce cas, on l'a vu, la formule de productivité ne nous fournit plus qu'un indice de rentabilité, sous une forme peu usuelle et dont personne ne saurait tirer profit. Aussi n'était-ce pas là le but poursuivi par les adeptes de la productivité. Sur ce point également, l'accord est unanime: productivité et rentabilité sont des notions essentiellement différentes, et sans rapports entre elles. Quel est donc, en dernière analyse, le but de cette recherche ?

« La productivité est une mesure du progrès technique » écrit M. Jean Fourastié. De son côté, M. Jean Dayre intitule sa publication de 1952: *Productivité, mesure du progrès,* l'auteur précisant, dès le début de son étude, qu'il s'agit d'une mesure économique. Nous débouchons ici au cœur même du problème que pose le concept de productivité.

Remarquons d'abord qu'il n'est pas d'emblée possible de *mesurer* (notion quantitative) un *progrès* (notion qualitative). On le pourrait toutefois dans la mesure où ce progrès technique se traduirait fidèlement, sur le plan économique, par des variations quantitatives. Ce sont alors ces variations qui seraient objets de mesure et non le progrès lui-même. De toute façon, il serait nécessaire de recourir à une méthode de recherche à même d'*appréhender un phénomène économique.* Or, la formule de productivité, sous sa forme la plus commune, celle de productivité d'un facteur de la production (travail, surface de sol, animal, outillage, etc.) est dépourvue par définition de tout caractère économique. Il est permis de l'affirmer, car la première démonstration en a été faite de façon exhaustive par E. V. Böhm-Bawerk [1], le maître de l'Ecole de Vienne, il y a plus de trois quarts de siècle, sous forme de critique de la théorie de la productivité de Carl Menger. Aucune objection n'a été soulevée jusqu'ici à l'encontre de l'argumentation de Böhm-Bawerk.

---

[1] Lire à ce sujet F. Schaller: *Réflexions critiques sur la notion de productivité.* Publication des travaux du 4e Cycle d'étude sur les problèmes et les options de l'industrie de l'alimentation animale; Lyon 1968.

L'économie se situe exclusivement sur le plan de la valeur. Elle réagit à des variations de valeurs. Les modifications dans les quantités produites l'intéressent dans la mesure seulement ou elles se traduisent par des fluctuations de valeur. Il est économique de produire plus ou moins si la valeur globale s'en trouve accrue et le profit augmenté. La rationalité économique s'oppose donc, dans le cas du marché libre, c'est-à-dire à l'exclusion de prix politiques, à la production de non-valeurs, de produits invendables ou qui ne peuvent être écoulés qu'à perte. Une telle production serait appelée un gaspillage. Le gaspillage est antiéconomique et antisocial. Aucune société humaine ne devrait être indifférente face à la consommation de biens de production rares (travail et capital notamment) sans création correspondante de valeur, donc en pure perte, ou en donnant naissance à une valeur inférieure à celle des facteurs consommés. Le but de l'économie n'est donc pas — et ne sera jamais par définition — la création de biens, mais la production de valeurs.

Comme l'a souligné le professeur Dr J. Horring, de l'Université d'Amsterdam, « la productivité repose, *par essence,* sur des rapports entre quantités de nature physique ». Elle est donc étrangère à l'économie. La productivité s'élève si la *quantité* produite augmente proportionnellement davantage que le ou les facteurs consommés. Les variations de valeur lui demeurent étrangères, et les plus éminents spécialistes en ces matières — M. J. Fourastié par exemple — le veulent ainsi. Ils prennent grand soin d'éliminer les fluctuations de valeur dans tout calcul de productivité, notamment par le recours à la méthode dite des prix constants.

Une telle notion est donc sans aucun intérêt pour le producteur. Il est équitable de relever que la plupart des partisans de la productivité en sont bien conscients. Ils ne l'ont pas caché. L'économiste belge G. Deurinck écrit avec beaucoup d'à-propos: « La question qui intéresse l'entrepreneur est de savoir si de nouvelles méthodes sont susceptibles d'abaisser les prix de revient, et non pas si ces méthodes augmentent la productivité du travail ». Que sert au producteur d'accroître la productivité de son entreprise, si sa rentabilité s'effondre ? Quel avantage trouve-t-il à produire plus, s'il ne parvient pas à vendre ? C'est ce qui se passerait pour la production laitière sans le soutien de l'Etat. La subvention fausse le marché et rend encore plus dangereuse la notion de productivité. Produire beaucoup de lait devient le seul but. Aussi longtemps que les facteurs de production (nature, travail, capital) seront rares, donc aussi longtemps qu'ils présenteront une valeur, il ne sera pas permis à l'entrepreneur de faire abstraction d'une rationalité économique aussi parfaite que possible. La recherche d'une plus grande productivité ignore la contrainte de la rationalité économique. Plus un pays est riche et donc techniquement développé, moins le maximum de production correspond à l'optimum de valeur. C'est le mérite des Soviétiques de l'avoir aujourd'hui compris, et l'économiste V. Jadov écrivait dernièrement, dans une publication des Editions Novosti de Moscou: « L'exécution du plan devenait parfois un but en soi, *déséquilibrant les liens économiques normaux entre la production et la consommation, réduisant l'efficacité économique, la quantité devenait la grande dominante de la*

production ». Il semble donc qu'en URSS aussi, un lourd tribut ait été payé à la faveur que les Russes ont toujours réservée aux théories de la productivité.

Chez nous la tentation est grande d'appliquer ces théories à l'agriculture et à l'élevage. Dans ces secteurs en effet, il semble à première vue qu'il soit possible d'éviter les insurmontables difficultés qui s'opposent, presque toujours, au calcul de productivité au sein des usines. Ici, on considère simplement l'animal comme facteur de production : tant de quintaux de blé à l'hectare ; tant de litres de lait par vache ; tant de kilos de viande par porc ; tant d'œufs par pondeuse ; etc. Un tel procédé repose sur une erreur fondamentale : *on oublie que l'animal est lui-même un produit, avant d'être à son tour un facteur de production.* Il est le produit d'un ensemble de complexes, dont il est très dangereux, pour plusieurs raisons, et économiquement faux, de faire abstraction. C'est ce qu'il convient à présent d'établir.

* * *

On a dit, parlant de la race, qu'elle était le produit de l'hérédité par le milieu. Cette formule de Frateur résume bien la conception du zootechnicien du siècle dernier et même du début du nôtre. Cette conception, pourtant limitée à la seule race, base de l'élevage, quelle que soit l'espèce à laquelle elle appartienne, demande à être élargie quand on envisage l'ensemble des productions animales. Pour atteindre ce but, nous avons été conduits à modifier la formule et nous y avons inclu d'autres éléments.

Nous avons tout d'abord considéré que le terme « milieu » avait un sens trop vaste et demandait à être précisé. Nous avons admis la nécessité d'en dégager la composante alimentation. Elle représente en effet une part importante du coût des diverses entreprises zootechniques — 50 à 80 % selon les cas — et peut considérablement influencer l'évolution des animaux et leur production, comme on l'a rappelé déjà. Il fallait donc l'individualiser.

A côté du milieu et de l'alimentation le rôle de l'homme apparaît important. Certes, ce rôle s'exerce au niveau du milieu et de l'alimentation. L'homme peut modifier le premier et l'élaboration de la seconde dépend de ses capacités techniques. Est-ce le milieu qui fait l'éleveur ou l'éleveur qui fait le milieu ? Nous croyons plutôt à la seconde alternative. Les influences se renforcent, se neutralisent ou s'équilibrent. C'est également l'homme qui va ou bien s'enfermer dans la production animale qu'il a entreprise, ou bien, ce qui n'a pas vraiment été tenté jusqu'ici, voir au-delà, vers le marché et les consommateurs, réglant alors la production en fonction des débouchés de l'un et des désirs des autres. L'homme peut aussi être la victime consciente ou inconsciente de fausses conceptions. Il peut se laisser vivre au gré des subventions. Il peut être amené à commettre de nombreuses erreurs par suite d'une mauvaise organisation administrative, professionnelle, doublée de la vulgarisation de conseils ou de techniques inadaptés aux nécessités économiques du moment.

On peut ainsi arriver à fausser complètement l'esprit des producteurs jusqu'à leur faire perdre totalement de vue l'objectif à atteindre. Les marchés européens des céréales, du sucre et du lait sont des exemples de ce qu'on peut obtenir dans le do-

maine de l'absurde quand on fait beaucoup de technique, autant de démagogie et pas du tout d'économie. Les mauvaises habitudes étant prises, il devient de plus en plus difficile de ramener les producteurs au niveau de la réalité. L'Etat qui se mêle trop de tout n'a plus qu'à subventionner. La subvention consolide à son tour les structures démodées et renforce les mentalités inadaptées. Pourquoi fournir un effort, si la rémunération est fatalement assurée ? Il n'y a plus qu'à produire encore davantage.

Voilà pourquoi il convient de donner à l'homme une place importante dans le développement de l'élevage. Dès lors, on peut admettre que:

l'élevage est la résultante du produit de l'hérédité par le trinôme (milieu + alimentation + homme), en vue d'obtenir économiquement des productions compatibles avec les besoins du marché et les goûts des consommateurs.

Examinons la complexité de ces quatre éléments déterminants de l'élevage.

1. *L'hérédité*

L'hérédité, c'est la continuité entre les générations avec parfois des ruptures brutales dues aux mutations dont certaines peuvent, à l'occasion, être exploitées économiquement.

En élevage moderne, on s'attache à définir quelques coefficients d'héritabilité mais, pour y parvenir, il est nécessaire de disposer d'une infrastructure importante dont voici quelques éléments:

— Les organisations et les syndicats de contrôle, d'élevage et de protection sanitaire.
— Les livres généalogiques et les livres d'élite.
— Les stations dites de « testage ».
— Les organisations d'insémination artificielle qui sont en quelque sorte les centres de diffusion de l'hérédité du mâle.
— Les centres de regroupement des renseignements, de calcul, d'interprétation des données fournies par les ordinateurs.
— Les centres techniques d'élevage de telle ou telle espèce.
— Les liens à établir entre l'ensemble de ces organismes, la recherche, les producteurs et le marché (qu'on oublie souvent) afin de dégager les doctrines et les orientations possibles.

2. *Le milieu*

Le milieu c'est le climat et le microclimat, c'est-à-dire le logement avec tout ce que cela représente dans le cadre du génie rural, en particulier des problèmes concernant l'eau, les routes, l'électricité et même l'aménagement du territoire.

Le microclimat c'est le « microbisme » ou mieux les possibilités multiples de l'opportunisme microbien en fonction de ce microclimat. C'est également l'ensemble des questions sanitaires et de prophylaxie, c'est-à-dire la pathologie infectieuse, les maladies parasitaires, plus simplement, les conceptions que les vétérinaires et les zootechniciens peuvent avoir en matière de relations pathologie-élevage.

Le milieu c'est également les influences agricoles qui s'exercent d'ailleurs tout aussi bien au niveau du troisième point, l'alimentation, que du quatrième, l'homme.

3. *L'alimentation*

Conditionnée traditionnellement au niveau de certaines productions animales par l'assolement, le plan fourrager, donc les disponibilités en engrais et les influences de la pluviométrie ou de l'irrigation, l'alimentation est aussi sous la dépendance du marché des aliments de complément simples ou composés, complets ou complémentaires. Elle tire des profits de l'industrie biochimique et pharmaceutique grâce aux additifs. A ce titre, l'alimentation peut aider à lutter contre les microclimats défavorables mais, en sens inverse, qu'elle soit uniquement élaborée sur un domaine ou qu'elle provienne de l'extérieur, elle peut favoriser l'éclosion des maladies métaboliques. L'alimentation interfère donc doublement avec le potentiel héréditaire puisqu'elle lui permet de se manifester dans ses bons comme dans ses mauvais aspects. Elle est la tentation des maniaques de la productivité qui n'hésitent pas, trop souvent, à en abuser largement.

4. *L'homme*

Il règle et coordonne tout, bien ou mal. C'est lui qui doit mener à terme les diverses entreprises. C'est lui qui jugera si le plafond biologique compatible avec le maximum de bénéfice est atteint.

Le fait-il ?

On parle beaucoup de la loi du maximum lorsqu'il s'agit de productions végétales. On n'en parle jamais lorsqu'il s'agit de productions animales. La zootechnie est remplie d'expressions économiquement dangereuses, telles que:

— indice de croissance,
— indice de consommation,
— livres d'élite,
— concours de rendement.

Ces expressions traduisent l'unique souci d'un accroissement de productivité.

Evoque-t-on aussi fréquemment l'indice économique, une des façons d'exprimer la rentabilité ? Hélas non !

Il convient toujours de rester en-deçà du plafond biologique. L'approcher de trop près expose à des mécomptes parmi lesquels une perte de la rusticité. Cette perte résultant d'une altération profonde de la constitution des animaux les expose à de nombreuses maladies dans l'étiologie desquelles les désordres du métabolisme interfèrent avec les agressions microbiennes, virales ou parasitaires.

C'est également l'homme qui devra rechercher les débouchés, étudier les possibilités du marché, s'y adapter en gardant le contact avec les consommateurs qui font, transforment et modifient ce marché. C'est lui qui devra courageusement écarter les

solutions de facilité, c'est-à-dire les subventions. Agréables à recevoir au début, ces subventions placent à la longue le producteur devant de cruelles échéances. Il est dit, fort justement, dans les *Perspectives à long terme de l'Agriculture française — 1968-1985*: « Le marché et l'organisation interprofessionnelle reliant les agriculteurs avec les industries d'aval sont appelés à jouer un rôle essentiel pour la valorisation de la production agricole. En effet la stratégie de l'entreprise agricole ne peut porter seulement sur l'emploi des facteurs, le choix des techniques; la part prise par la conquête des débouchés, l'adaptation des productions aux exigences du marché augmenteront fortement... il ne suffit pas de produire pour vendre. Il importe au contraire de vendre pour produire ».

Ainsi l'ensemble des quatre facteurs dont nous venons de mentionner les principaux éléments agissent soit en synergie, soit en opposition pour aboutir finalement à une résultante: la rentabilité des productions animales en vue de laquelle l'homme doit coordonner et pondérer les éléments de la technique afin de les mieux ajuster aux réalités de l'économie. Toute intervention extérieure, particulièrement celle de l'Etat, doit être mûrement réfléchie. Elle risque, en particulier quand elle s'inspire de données électorales, de fausser les mécanismes de l'offre et de la demande en établissant le rideau des subventions entre le producteur et sa clientèle.

En agriculture, et par conséquent en élevage, si le prix est déterminé par le coût de la production et son rendement, il est également limité par suite des exigences sociales du milieu urbain qui déclenchent à leur tour les influences politiques. Le prix dépend également des possibilités physiologiques des consommateurs. On se heurte en effet ici à un nouveau plafond biologique. Adam Smith a dit: « Tandis que le désir d'autres biens et de services peut être développé à l'infini, le désir de nourriture est limité par l'étroite capacité de l'estomac humain. »

L'élevage ne peut d'ailleurs s'industrialiser totalement selon la signification profonde du verbe par suite des rythmes de la vie qui, suscitant des contraintes, bornent la répétitivité, la production de masse et la constance de l'activité. L'élevage dépend d'une infinité de facteurs aussi difficiles à chiffrer que délicats à harmoniser. L'expression « harmonie des complexes » s'applique moins aisément à l'élevage qu'à d'autres secteurs de l'activité économique.

Voyons cependant comment on peut comprendre la théorie de la productivité quand elle est appliquée à l'élevage.

* * *

Dans *Faust,* Goethe lance cette boutade: « A défaut de conceptions claires, un mot est vite inventé ». Les mots, comme les idées ou les gens, se transforment. Ils finissent souvent par ne plus rien vouloir dire, ou par signifier tout autre chose.

Si l'on considère les études et les travaux accomplis jusqu'ici en matière de calcul de productivité dans l'industrie, on s'aperçoit que l'ensemble de ces recherches, à quelques rares exceptions près, s'appliquent au calcul de la productivité du travail. La

notion la plus fréquemment utilisée est celle de productivité brute ou spécifique du travail; elle correspond au quotient de la production de l'entreprise par la somme du travail consacré, *dans* l'entreprise, à cette production. La formule présente l'inconvénient majeur de ne tenir aucun compte de l'importance des investissements, ni des coûts de fournitures consentis à l'extérieur de la cellule de production. Or, il est évident qu'il sera toujours possible d'accroître cette productivité par augmentation des investissements et des achats à l'extérieur sans modification du travail accompli au sein de l'entreprise. Le vrai problème consiste à savoir si une telle solution élève ou, au contraire, réduit la rentabilité, et non pas la productivité.

C'est la raison pour laquelle M. J. Fourastié préfère, quant à lui, la notion de productivité intégrale du travail. Dans cette formule, la production est divisée par la totalité des coûts et non seulement par le travail accompli *dans* l'entreprise. Rien ne distingue plus, alors, la productivité obtenue d'un indice de rentabilité, on l'a vu déjà. Pour pallier cet inconvénient, M. Fourastié traduit l'ensemble des coûts (intérêts, amortissements, énergie électrique, ports et téléphones, etc.) en heures de travail. Une telle conversion est contestable, car elle est une fiction, sans lien avec aucune réalité. Même si un tel procédé était logiquement admissible, toute recherche de productivité axée sur la valeur serait d'emblée vouée à l'échec. On ne parviendrait pas à dégager les effets du progrès technique, car on adopte ainsi la théorie ricardienne ou marxiste selon laquelle toute valeur ne peut naître que du seul travail. Le progrès technique se manifestant dans l'économie par le recours à un capital supplémentaire et celui-ci ne pouvant en aucun cas engendrer un surplus de valeur (dans l'optique marxiste) par rapport à la sienne propre, il est par conséquent impossible de mesurer ce progrès par un accroissement de valeur, lequel ne peut se produire.

En élevage, pour aller jusqu'au bout de la conception de M. Fourastié, la productivité serait fonction du travail de l'éleveur, et de celui de toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont coopéré à cette production. Il est évident, en effet, que l'éleveur ne peut assurer à lui seul une amélioration quantitative et qualitative des productions animales dont il a la charge. Nous avons souligné le nombre considérable des influences qui s'exerçaient pour orienter, assurer, développer ces productions. Ces influences ne peuvent pas se décompter en heures de travail. Elles sont d'une autre nature que le travail avec lequel, souvent, elles ne présentent aucun commun dénominateur.

Ici, tout autant que dans l'industrie, l'amélioration de la productivité passe par l'investissement. Le travail de conception et de réalisation pratique ne peut rien sans cet investissement.

Le progrès zootechnique nécessite deux sortes d'investissement:

— un investissement collectif à cause du contrôle de l'hérédité par le biais de celui des performances. Cet investissement collectif s'étend à tout l'appareil annexe de la sélection: insémination artificielle, livres généalogiques, syndicats d'élevage, et

à la protection sanitaire, sans parler de la vulgarisation. Il dépend également de secteurs non agricoles. L'agriculture n'est pas isolée dans la Nation;

— un investissement privé au niveau de l'organisation « intime » de l'exploitation. Cet investissement dépend aussi des secteurs non agricoles.

Nous négligeons volontairement toutes les relations amont et aval avec les marchés. Bien qu'elles puissent, nous l'avons vu, influencer l'élevage, nous préférons pour l'instant laisser de côté cet aspect de la question. Nous y reviendrons ultérieurement pour des raisons un peu différentes.

Serait-il possible de traduire ces multiples influences en heures de travail ?

Comment distinguer la qualité du travail que tant et tant de personnes, de formations et d'activités si différentes, sont obligées de fournir, ou ont déjà fourni antérieurement, pour concourir à une production animale donnée ? Comment découvrir chacun des travaux accomplis, chacune des influences exercées ?

Pourrait-on d'ailleurs les traduire en valeurs ? Non, car l'unité de mesure qui est le prix, varie en fonction de ce que nous désirons mesurer, c'est-à-dire le progrès technique. Il est même curieux de constater qu'en agriculture, et par suite du jeu des subventions et de la politique, cette valeur tend parfois à monter en même temps que la productivité, alors qu'elle devrait tendre à se réduire.

Le problème paraît insoluble.

On a tenté d'exprimer la production en quantités physiques, mais le nombre des entreprises ou celui des exploitations agricoles qui ne produisent qu'un seul bien égal à lui-même dans l'espace (afin de permettre la comparaison entre les entreprises) et dans le temps est extrêmement limité. On est donc généralement contraint d'additionner des biens différents sans recourir à l'intermédiaire de la valeur. Or, Pareto soulignait déjà « cette hétérogénéité des biens économiques, principale difficulté de la science économique ». Il posait la question suivante: « Comment voulez-vous obtenir une unique quantité en sommant un litre de vin, un kilogramme de viande, un exemplaire de l'Iliade, l'audition d'une heure de concert ? »

En transposant cette critique à l'élevage on pourrait dire qu'il est impossible de parvenir à une quantité unique en additionnant le travail du programmateur du Centre de sélection, celui du technicien qui met au point une formule d'aliment, une paillette de sperme congelé, un litre de lait, un litre d'essence et une tonne de superphosphate.

Si nous nous situons sur le plan économique, une nouvelle raison nous conduit également à exclure, dans la mesure de la productivité, le recours à la notion de quantité. En effet, tout accroissement de production entraîne en principe une baisse des prix. En agriculture — contrairement à l'industrie — plus les prix baissent, plus le chef d'entreprise tend à produire pour compenser cette baisse des prix. La valeur globale va donc, compte tenu de cette augmentation de la production, tendre vers zéro: si elle n'y aboutit pas, en fait, c'est par suite du jeu des subventions. Ce facteur

artificiel ne diminue pourtant en rien la portée économique de la vieille loi de Gregory King. Il ne fait que la masquer.

Il ne semble pas que les enseignements de l'économie industrielle puissent s'appliquer à l'agriculture sans de multiples réserves. Nous avons déjà vu que l'industrialisation totale de celle-ci était irréalisable par suite des rythmes biologiques limitant la production de masse mais surtout la répétitivité et la constance de l'activité. Un nouvel élément d'ordre économique s'ajoute pour nous mettre en garde d'aller trop loin dans le domaine de cette industrialisation sauf, bien entendu, à faire disparaître les quatre cinquièmes des agriculteurs... et encore!

Il n'est possible de mesurer une variation de la valeur globale obtenue d'une production par l'importance quantitative de celle-ci que dans deux cas précis:

1. lorsqu'on se trouve en situation de concurrence parfaite, c'est-à-dire si l'augmentation de la production d'une entreprise ne modifie pas les prix du marché. Tout se passe ainsi quand peu d'agriculteurs accroissent leur production, ou bien encore quand une production n'est réalisable que dans un lieu donné. En France, en limitant notre énumération, les productions de fromages de chèvres ou de fromages locaux à réputation universelle, celle des foies gras également, remplissent cette condition. La production de chevaux de pur sang pourrait également entrer dans ce cadre;
2. quand l'Etat garantit les marchés. N'épiloguons pas sur ce point. On sait ce qu'il en coûte aux contribuables de la CEE et plus encore aux contribuables français. Une telle habitude peut à l'extrême limite ruiner budgétairement un Etat et, avec lui, ses agriculteurs.

En dehors de ces deux cas, on se heurte à des difficultés insolubles.

Malgré la quasi-impossibilité de définir, de saisir, le sens profond de la productivité, ou peut-être à cause de cette difficulté même, la plupart des gens en viennent à confondre productivité et rentabilité. Pour eux, un progrès de productivité est généralement interprété comme l'indice d'une plus haute rentabilité. On a vu que rien n'est moins exact.

La rentabilité est le rapport entre la différence de la production et de l'ensemble des coûts d'une part, et le capital engagé d'autre part. Le chef d'entreprise sera sans excuse si la recherche d'une forte productivité accroît ses coûts, l'empêche de vendre et l'accule à la faillite. En revanche, il aura pleinement rempli sa mission économique et sociale s'il parvient à tirer meilleur parti des facteurs de la production dont il peut disposer, augmentant ainsi son profit, fût-ce au prix d'un abaissement de la productivité.

Dans le domaine de l'élevage, tout concourt aujourd'hui à l'accroissement de la productivité. Qu'il s'agisse de l'infrastructure générale, de la recherche et de l'enseignement qui pèsent indirectement, par le biais des impôts, sur les coûts de production, ou qu'il s'agisse des actions locales, voire individuelles, on tend sans cesse à pro-

duire davantage. On incite chacun à agir en ce sens. Les méthodes de sélection basées sur l'unique souci de la production augmentent les coûts. Elles rendent les animaux plus sensibles aux maladies, surtout aux maladies métaboliques. Elles préconisent l'adoption de critères comme le lait à 4 % de matières grasses qui, tout en visant simplement à permettre la comparaison des lactations, influencent les éleveurs, les poussent à croire qu'il faut accroître le taux butyreux de leurs vaches. On contribue ainsi à augmenter les excédents beurriers [1].

L'étude de l'alimentation va dans le même sens. Mieux encore, sans se soucier des ressources locales, on extrapole d'un pays à l'autre. On exige dès lors d'importer tel ou tel aliment et, pour ce faire, on ne craint pas de déséquilibrer un peu plus la balance commerciale pour mieux équilibrer les rations afin de maintenir et d'améliorer le sacro-saint indice de consommation, au risque d'obtenir de nouveaux excédents.

La recherche du record, encouragée par les concours, finit par modifier le sens de l'élevage.

On a fait une sorte de sport national de ce qui devait être, avec les réserves formulées plus haut, une entreprise industrielle soucieuse de rentabilité. On est tout prêt dans les milieux agricoles à comparer nos vaches et nos porcs à des athlètes détaillant leurs mérites, poussant leurs possibilités à l'extrême, confrontant les performances réalisées au cours de la Semaine agricole française à celles constatées à Berlin pendant la Semaine verte. Au même moment, les professeurs enseignent toutes les astuces qui permettent d'obtenir ces performances. Ils ironisent sur le manque de productivité. Ils oublient ou ignorent la rentabilité.

Aux inconvénients engendrés par une tournure d'esprit datant de l'époque où la zootechnie dite de plein air était un art et l'élevage d'animaux d'élite un passe-temps pour gentilshommes campagnards ou dilettantes bien pourvus, viennent s'ajouter les subventions. L'Etat garantissant les marchés et calculant le prix en se basant sur les plus mauvais producteurs, il n'y a plus à se gêner du tout. Produisons dès lors pour produire puisque de toute façon les autres paieront. On en arrive ainsi à ne plus considérer une économie nationale sous son aspect global. Tout se passe de la même façon, mais à échelle plus réduite, quand un contrôleur financier, afin de ne pas payer des heures de travail de nuit à des cantonniers, provoque de vastes embouteillages dans une ville ou sur une route. Le coût particulier masque le coût global. On lâche souvent la proie pour l'ombre. Il n'y a pas de quoi être fier d'un tel manque de réflexion ni d'une telle incohérence dans les interventions.

Qeulles que soient l'habileté et les connaissances des éleveurs, au-delà d'un certain point l'augmentation des productions est due à l'usage de nouvelles techniques exigeant des investissements et une accumulation constante de capital.

Les investissements, il convient de le répéter, se réalisent au niveau collectif comme au niveau des particuliers. Pourquoi donc investir à ces deux niveaux pour

[1] De plus cette notion s'oppose aux conceptions médicales dont on ne tient pas assez compte dans l'étude des marchés agricoles.

aboutir finalement à une surproduction à nouveau coûteuse pour l'ensemble d'un pays ? Pourquoi recourir au jeu des subventions et détourner les éleveurs des réalités du marché ? En effet, le cumul des effets d'une fausse notion de la productivité et des subventions fait oublier, si nous prenons l'exemple de la CEE, que celle-ci est faiblement excédentaire pour les œufs et les produits laitiers, mais est largement déficitaire pour les viandes, les oléagineux et les matières grasses. Un mauvais esprit a même proclamé: « Tuons nos vaches, pour laisser la margarine faire son beurre! »

On doit reconnaître qu'une série d'idées fausses et d'interventions irréfléchies sont parvenues aujourd'hui à supprimer toute concordance entre la production réelle ou potentielle et les besoins de la consommation.

Il apparaît, d'après F. Houillier, que « si les agriculteurs (par conséquent l'élevage et les éleveurs) se trouvent en contradiction avec le monde actuel, c'est que l'agriculture ne se conforme pas, du moins en apparence, aux lois de la réussite économique, posant ainsi un problème redoutable à la société industrielle; c'est que les concepts qui régissent l'évolution de cette société sont difficilement applicables, peut-être ne le sont-ils pas du tout, à la société agricole. En sorte que ce qui est admis d'un côté paraît de l'autre inconvenant. Si l'on trouve tout à fait normal, par exemple, de restreindre la capacité de production d'une usine en diminuant le nombre des heures de travail ou en réduisant le nombre des travailleurs, pour proportionner la production de l'entreprise aux besoins du marché, on n'est jamais arrivé à faire de même pour la plupart des productions agricoles dont le rendement est aléatoire et le cycle de production fort long ».

M. Houillier n'est pas zootechnicien mais il a raison. Pour ceux qui le sont et qui furent éleveurs, il apparaît que le mal a d'autres origines encore.

Nous avons déjà parlé de la première de ces origines.

La recherche du maximum de production qui procède de l'amour-propre aboutit à forcer les animaux. A ce titre les exigences des livres généalogiques et des livres d'élite sont néfastes. Il convient avant tout d'atteindre le record. Celui-ci a été fixé sans autre souci que celui d'une productivité maximum. On recherche à peine la qualité des productions. On approche le plafond, on le crève même et tant pis si l'on reçoit les morceaux sur la tête. A ce titre la fausse notion de productivité confond ici ses excès avec ceux des tenants d'un élevage dont les techniques furent détournées de leur but. Seeckles a constaté aux Pays-Bas l'augmentation de la fréquence des maladies avec l'intensité de l'exploitation ou, en d'autres termes, avec le rapport en quintaux d'herbe et le nombre de vaches par hectare ainsi qu'avec la production laitière par vache. Depuis 1961 la production laitière moyenne par vache a même tendance à diminuer. La baisse serait de 5 % en six ans. Si ce phénomène se confirmait nous devrions constater que les excès de la productivité entraînent à la fois des réactions physiologiques et économiques. On devrait alors admettre qu'en élevage il est nécessaire de rechercher une vitesse de croisière compatible avec les impératifs de la nature

et des marchés. On devrait également reconnaître que la nature est plus sage que les éleveurs et que les économistes-statisticiens.

La seconde origine du mal provient justement de l'ignorance des marchés. Il existe quelques points communs entre cette ignorance et la recherche du record. L'éleveur est un sentimental, non un industriel et moins encore un commerçant. Les subventions et la multitude des parasites commerciaux qui l'exploitent en aval lui cachent les marchés. Il a vécu dans un monde isolé et pense que cela peut continuer indéfiniment.

Pendant des siècles l'éleveur fut assuré de trouver les débouchés que, dans les pays occidentaux, la faim relative de ses concitoyens lui assurait. Les productions animales s'accordaient alors avec la capacité des estomacs des consommateurs. Ces productions animales ont augmenté, la capacité des consommateurs est demeurée identique. Elle a même diminué par suite d'une vie plus sédentaire, plus confortable et à cause des avis médicaux. Trop manger nuit. La richesse ne donne pas trois estomacs, elle réduit même la capacité du seul que nous ayons. Cependant, toujours prisonniers du passé et coupés du marché, les éleveurs n'ont pas su influencer la capacité de l'estomac humain, inchangeable physiologiquement et peut-être même réduite, mais modifiable psychologiquement par une action au niveau du goût des consommateurs grâce à la transformation, à la présentation et à la distribution de produits originaux.

La fausse notion de productivité a en définitive trouvé son terrain d'élection en agriculture et par conséquent en élevage.

* * *

Nous avons tenté de confronter avec un nouvel esprit élevage et productivité. Pendant longtemps nous avons été trompés par la fausse conception qu'on donnait au mot de productivité. L'erreur de l'élevage et de ceux qui le font, des plus hautes sphères à ceux qui sont sur le terrain, sans oublier professeurs et chercheurs, c'est de penser et d'admettre qu'une élévation des quantités produites se traduit par un progrès économique. On a vu que la notion de productivité était totalement dépourvue de sens économique propre.

En élevage, la productivité de l'individu existe. Elle apparaît même au niveau de l'utilisation énergétique qui varie selon les espèces, mais peut-on envisager l'espèce et la race en dehors de son contexte économique ? Nous ne le croyons pas. Autour de l'animal et pour l'exploiter il faut en effet mettre en place de nombreux organismes et faire travailler beaucoup d'hommes. C'est alors que la productivité devient cette harmonie des complexes.

On doit cependant voir au-delà. Rien ne sert d'harmoniser des complexes s'il faut jeter le lait au ruisseau et jeter les volailles au fumier ou les brûler au four crématoire. La productivité ne se conçoit qu'en accord avec les débouchés, c'est-à-dire en fonction

de la rentabilité. S'il faut bannir le mot productivité du vocabulaire du chercheur, du professeur et surtout de l'homme politique et de l'administrateur, il faut d'abord le bannir de l'élevage.

On ne doit produire que ce qu'on peut vendre. On ne doit produire qu'assuré de la rentabilité de sa production sans penser aux subventions possibles. L'élevage ne doit plus être une fin en soi, pas plus d'ailleurs que la productivité. Rien ne se fait sans but précis. Sénèque a dit: « Il n'est pas de vent favorable pour celui qui ne sait pas où il va ». L'agriculteur et ses guides savent-ils où ils vont ?

Pour vos opérations
financières et de change,
adressez-vous à la

BANQUE
CANTONALE
VAUDOISE

qui vous assure un service
de qualité.
Siège à **Lausanne**
14, place Saint-François
40 succursales, agences et
bureaux dans tout le canton